



**FEC**  
FEDERATION DES ENTREPRISES DU CONGO

**giz** Deutsche Gesellschaft  
für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

# Résultats de l'Atelier de Formation sur le Reporting RSE en RDC



## Rapport Synthèse des Résultats

Lubumbashi, avril 2016

## Table des matières

Résumé.....	3
Executive Summary .....	4
Liste des acronymes .....	5
1 Contexte .....	6
2 Objectifs.....	6
3 Déroulement .....	7
4 Résultats .....	7
4.1 Revue des attentes des participants .....	7
4.2 Revue des pré-connaissances des participants .....	8
4.3 Constatations relatives aux pratiques actuelles.....	8
4.4 Situation des indicateurs de suivi de la mise en œuvre du Guide RSE.....	9
4.5 Les principaux champs d'intervention RSE.....	10
4.6 Les caractéristiques attendues du système de reporting RSE .....	12
4.7 L'analyse des écarts.....	13
4.8 Les principales idées retenues .....	14
4.9 Les recommandations des participants.....	14
4.10 L'évaluation finale de l'atelier de formation .....	15
5 Perspectives.....	15

## Liste des tableaux

Tableau 1 Le niveau de pré-connaissances des participants .....	8
Tableau 2 La répartition des indicateurs clés (situation début avril 2016).....	9
Tableau 3 Les éléments clés de trois chaînes de résultats RSE exemplaires .....	11
Tableau 4 Les forces et faiblesses internes et externes des entreprises en termes de RSE.....	13

## Liste des annexes

A1 Le programme indicatif .....	18
A2 La liste des participants .....	19
A3 La RSE dans les sites Web des sociétés membres de la Commission RSE .....	20
A4 Les résultats de l'évaluation finale .....	23

## Résumé

La Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et la Chambre des Mines (CDM) de la République Démocratique du Congo (RDC) s'engagent à renforcer la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) du secteur minier en RDC. S'inspirant essentiellement des résultats du travail de la plateforme multipartite « Investissement Durable au Katanga » (IDAK), du cadre législatif et réglementaire en vigueur en RDC, et de la norme ISO 26000 portant sur la Responsabilité Sociétale des Organisations, la FEC et la CDM ont conjointement élaboré un **Guide RSE**, qui a été publié vers la fin de l'année 2015.

Entre-temps la FEC et la CDM ont lancé une démarche de mise en œuvre du Guide RSE en RDC. Avec l'assistance technique de la Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ), la FEC et la Commission RSE de la CDM ont établi une feuille de route pour la mise en place d'un système de reporting RSE, et elles ont organisé un **atelier de formation en reporting RSE** ciblant aussi bien les membres de la Commission RSE que les membres du Comité de Pilotage (CP) de l'IDAK et du Pool d'experts RSE de la FEC. Cet atelier de formation a eu lieu du 5 au 7 avril 2016 à l'Hôtel Hollybum à Lubumbashi.

Les objectifs du dit atelier de formation ont été : (a) d'orienter les participants par rapport au statut actuel du système de reporting RSE en RDC, (b) de former les participants en matière de suivi, évaluation et reporting pour la mise en œuvre du Guide RSE de la FEC/CDM, (c) d'identifier les bonnes pratiques existantes dans les domaines du suivi-évaluation (S&E) et du reporting RSE en RDC et ailleurs, et (d) de formuler des idées et des recommandations relatives à la mise en place du système de reporting RSE et de systèmes complémentaires d'appui à la RSE en RDC.

Les objectifs escomptés ont été largement atteints. De nombreuses idées et recommandations intéressantes ont été proposées et discutées lors des trois séances de formation théorique et pratique. Sur la base des idées et recommandations retenues, six **perspectives importantes** pour l'avancement et l'approfondissement de la démarche RSE actuellement en cours ont été identifiées :

- 1) la création d'une sous-commission reporting RSE rattachée à la Commission RSE de la FEC/CDM qui se charge de la préparation, élaboration et rédaction du premier rapport annuel RSE ;
- 2) le lancement de la première enquête annuelle RSE de la FEC/CDM avec une invitation ouverte à toutes les entreprises minières intervenant en RDC à participer ;
- 3) la rédaction et la publication du premier rapport annuel RSE de la FEC/CDM ;
- 4) la mise en place d'un système d'audit RSE afin d'assurer la crédibilité du système de reporting RSE ;
- 5) le renforcement du processus d'apprentissage à l'aide d'une boîte d'outils RSE ; et
- 6) la pérennisation du système de reporting RSE.

## Executive Summary

The Federation of Congolese Enterprises (FEC) and the Chamber of Mines (CDM) of the Democratic Republic of Congo (DRC) are committed to strengthen Corporate Social Responsibility (CSR) in the mining sector of the DRC. Mainly based on the results of the work of the multi-stakeholder platform "Sustainable Investment in Katanga" (IDAK), the legislative and regulatory framework in force in the DRC, and ISO 26000 on the Social Responsibility of Organizations, the FEC and the CDM have jointly developed a **CSR Guide**, which was released in late 2015.

Meanwhile the FEC and the CDM have launched the implementation of the CSR Guide in the DRC. With technical assistance from the Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ), the FEC and the CSR Commission of the CDM have elaborated a roadmap for the establishment of a CSR reporting system, and they organized a **training workshop for CSR reporting**, targeting both the members of the CSR Commission as well as the members of IDAK's Steering Committee and the FEC's Pool of CSR experts. This training workshop was held from April 5<sup>th</sup> to 7<sup>th</sup>, 2016 at the Hotel Hollybum in Lubumbashi.

The objectives of the said training workshop were as follows: (a) to inform the participants as to the current status of the CSR reporting system in the DRC, (b) to train the participants in monitoring, evaluation and reporting for implementation of the CSR Guide, (c) to identify existing good practices in the areas of monitoring and evaluation (M&E) and CSR reporting in the DRC and elsewhere, and (d) to formulate ideas and recommendations on the implementation of the CSR reporting system and complementary systems of support to CSR in the DRC.

The expected objectives were largely achieved. Many interesting ideas and recommendations were proposed and discussed during the workshop's three training sessions. Based on the ideas and recommendations adopted by the participants, six **important opportunities** for the advancement and deepening of the ongoing CSR process have been identified:

- 1) The creation of a subcommittee on CSR reporting attached to the RSE Commission of the FEC/CDM to be responsible for the preparation, elaboration and editing of the first CSR Annual Report;
- 2) The launch of the FEC/CDM's first annual CSR survey with an open invitation to all mining companies operating in the DRC to participate;
- 3) The preparation and publication of the FEC/CDM's first annual CSR report;
- 4) The creation of a CSR audit system to ensure the credibility of the CSR reporting system;
- 5) Strengthening the learning process using a CSR toolbox; and
- 6) Ensuring the sustainability of the CSR reporting system.

## Liste des acronymes

CDM	Chambre des Mines
CJR	Centre pour la Justice et la Réconciliation
CP	Comité de pilotage
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
GCK	Grande Cimenterie du Katanga (à Likasi)
GIZ	Deutsche Gesellschaft für international Zusammenarbeit
IDAK	Investissement Durable au Katanga
IOV	Indicateur objectivement vérifiable
ITIE	Initiative pour la Transparence des Industries Extractives
KCC	Kamoto Copper Company
LFA	Logical Framework Approach
MMG	Minerals and Metals Group
POM	Plateforme des Organisations d la société civile intervenant dans le secteur Minier
RDC	République Démocratique du Congo
RSE	Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
S&E	Suivi-évaluation (ou suivi et évaluation)
SEK	Société d'Exploitation de Kipoi
TFM	Tenge Fungurume Mining
UNILU	Université de Lubumbashi

## 1 Contexte

Dans le cadre de la coopération internationale visant le renforcement de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) en République Démocratique du Congo (RDC), le projet « Bonne Gouvernance du Secteur Minier » (BGSM) appuie depuis plusieurs années la plateforme de dialogue multipartite « Investissement Durable au Katanga » (IDAK). Grâce au soutien apporté à l'IDAK, le débat entre l'Etat de la RDC, le secteur privé et la société civile dans l'ancienne Province de Katanga a eu lieu non seulement dans un climat de confiance et d'ouverture, mais il évolue entre-temps à un niveau technique de plus en plus ambitieux.

Le projet BGSM, en tant que cadre de coopération internationale appuyé par la GIZ, a développé en collaboration avec la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et la Commission RSE de la Chambre des Mines (CDM), un **Guide RSE** qui se base essentiellement sur les résultats du travail de l'IDAK, sur le cadre législatif et réglementaire en vigueur en RDC, et sur la norme ISO 26000 portant sur la Responsabilité Sociétale des Organisations. La version finale du Guide RSE ciblant les entreprises minières intervenant au Katanga a été publiée vers la fin de l'année 2015. La démarche RSE comme présentée dans le Guide RSE s'articule autour de 6 piliers à savoir : <sup>1</sup>

1. La gouvernance de l'organisation,
2. Les droits de l'homme,
3. Les relations et conditions de travail,
4. L'environnement,
5. La loyauté des pratiques et
6. L'engagement sociétal.

A l'intérieur de chaque pilier, le Guide RSE propose plusieurs documents de référence, principes, critères, idées de mise en œuvre, exemples de champs d'observation et/ou d'indicateurs, et exemples de pratiques relevées au Katanga.

Sur cette base, la FEC s'engage, en collaboration avec le Secrétariat National de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) et avec l'appui technique du projet GIZ/BGSM, à développer une grille standardisée et une procédure de rapportage sur les prestations RSE des entreprises minières en RDC. Dans ce cadre, une série de rencontres a été réalisée en mars 2016 à Lubumbashi et à Kinshasa, permettant à une petite équipe d'experts congolais appuyée par un expert international (consultant) de la GIZ à collecter et apprécier les remarques et recommandations de bon nombre d'acteurs clés, à élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre pilote du système de reporting RSE, et à dégager une première liste d'indicateurs clés pour le suivi-évaluation de la mise en œuvre du Guide RSE de la FEC.

C'est dans ce contexte que la FEC, avec l'appui technique de la GIZ, a organisé un atelier de formation sur le système de reporting RSE en RDC. Ainsi, un petit groupe de personnes ressources a pu bénéficier d'un renforcement de leurs capacités à accompagner le processus de reporting RSE en RDC. La formation a eu lieu du 5 au 7 avril 2016 à l'Hôtel Hollybum à Lubumbashi. Les principaux objectifs et résultats de cet atelier de formation seront présentés dans les chapitres qui suivent.

## 2 Objectifs

Les objectifs de la formation ont été formulés ainsi qu'il suit :

- D'orienter les participants par rapport au statut actuel du système de reporting RSE en RDC,
- De former les participants en matière de suivi, évaluation et reporting pour la mise en œuvre du Guide RSE de la FEC,

<sup>1</sup> Voir version PDF du Guide RSE sur <http://chambreminesrdc.com>.

- D'identifier les bonnes pratiques existantes dans les domaines du suivi-évaluation (S&E) et du reporting RSE en RDC et ailleurs, et
- De formuler des idées et des recommandations relatives à la mise en place du système de reporting RSE et d'autres systèmes complémentaires d'appui à la RSE en RDC.

### 3 Déroutement

Le programme indicatif de l'atelier de formation, tel qu'initialement formulé, est présenté dans l'**Annexe A1**. Ce programme a été largement respecté. Quelques aspects ont été supprimés suite aux contraintes de temps (p.ex. la gestion des risques). Pourtant, ces éléments ont été retenus dans les supports fournis aux participants.

Au total, 14 personnes ont participé à l'atelier de formation (voir l'**Annexe A2**). La composition du groupe de participants peut être caractérisée de la manière suivante :

- 12 hommes et 2 femmes (17%),
- 5 représentants des entreprises minières (MMG, SOMIKA, TFM, Ivanhoe et KCC),
- 1 représentant du secteur public (Ministère des Mines, Division Provinciale),
- 3 représentants de la FEC et de la CDM,
- 1 représentant de l'Université de Lubumbashi (UNILU),
- 3 représentants d'autres ONG (POM et CJR),
- 8 des 12 membres (67%) du Comité de Pilotage (CP) de l'IDAK,
- 8 des 17 membres (47%) de la Commission RSE de la FEC/CDM, et
- 6 des 10 membres (60%) du Pool d'Experts RSE de la FEC/CDM.

Au niveau des organisateurs, 3 personnes ont participé à l'atelier y compris le Consultant GIZ (formateur), le Conseiller Technique National et le Conseiller Technique Résident.

L'ouverture de l'atelier de formation a été assurée par le Directeur Provincial de la FEC au Katanga, M. Jean Luc Mpoyo, qui a encouragé tous les participants à s'engager davantage dans la démarche RSE en appliquant les connaissances acquises lors de la présente formation. Ce mot officiel d'ouverture a été complété par une brève intervention du Président de la Commission RSE de la CDM, M. Michel Santos de la société MMG, qui a exprimé ses remerciements envers la GIZ pour tous les appuis fournis en faveur de la démarche RSE en RDC. Avant de passer à la première séance de formation proprement dite, le Conseiller Technique National du projet GIZ/BGSM, M. Yvon Mbwebwe, a souligné la grande satisfaction que le côté allemand tire de sa coopération avec la FEC, la CDM et la plateforme multipartite IDAK dans le domaine de la RSE au Katanga. L'arrivée récente du nouveau Conseiller Technique Résident, M. Ian Doyle, témoigne de l'importance que la coopération germano-congolaise attribue à cette initiative autant fructueuse que visionnaire.

## 4 Résultats

### 4.1 Revue des attentes des participants

Lors de la première séance de l'atelier de formation, une enquête interne et anonyme a révélé les attentes des participants. Ainsi, les attentes suivantes ont été enregistrées :

- Avoir une bonne connaissance sur le reporting pour la RSE, comment en assurer le S&E en comparaison avec des dispositions légales en la matière,
- Améliorer les connaissances et la maîtrise des outils de rapportage de la RSE,
- Acquérir des connaissances qui me permettront d'améliorer ma compréhension sur la thématique RSE et être en mesure à procéder à faire le monitoring des projets,
- Acquérir les connaissances sur comment faire le S&E ainsi que le reporting sur la RSE afin d'être capable de réaliser ce travail,

- La mise en œuvre effective du Guide RSE nous préoccupe pour l'adoption des bonnes pratiques dans nos entreprises, les quelles pratiques sont agent du développement durable de nos communautés,
- Etre capable de rédiger un rapport RSE,
- Maitriser les outils pratiques de S&E et reporting pour la RSE,
- Acquérir des compétences nécessaires pour permettre un bon suivi et bonne évaluation et la capacité de faire le reporting RSE.

Selon l'estimation des organisateurs, les attentes exprimées par les participants ont été largement réalistes. Toutefois, en raison des limites du temps disponible, la présente formation ne peut satisfaire qu'une partie des besoins existants en termes de compétences théoriques et pratiques en matière de suivi-évaluation et de reporting RSE.

## 4.2 Revue des pré-connaissances des participants

L'enquête interne menée au début de l'atelier de formation a aussi dégagé une auto-évaluation des pré-connaissances des participants en matière de suivi-évaluation et de reporting RSE. Voici les résultats de cette auto-évaluation :

**Tableau 1 Le niveau de pré-connaissances des participants**

Thèmes focaux de la formation	Valeur moyenne *
RSE	3,6
Suivi-évaluation (S&E)	2,9
Evaluation	2,8
Indicateurs (IOV)	3,1
Chaînes de résultats / effets	2,7
Cadre logique / LFA	3,0
Analyse statistique	2,9
Rapportage	2,4

\* Sur une échelle de 1= niveau très bas, à 5= niveau très élevé

En suivant les résultats de cette auto-évaluation, les participants de l'atelier de formation disposaient de pré-connaissances relativement fortes (champs verts) dans les domaines de la RSE, des indicateurs, et des cadres logiques, mais plutôt faibles (champs rouges) dans les domaines « rapportage » et « chaînes de résultats / effets » (voir champs rouges du Tableau 1). Cette perception des pré-connaissances des participants a été largement confirmée lors de la réalisation de l'atelier de formation. Suite aux résultats de l'enquête interne, la formation a mis un accent particulier sur ces deux domaines.

## 4.3 Constatations relatives aux pratiques actuelles

Dans le cadre des préparatifs de l'atelier de formation, l'expert / formateur GIZ a consulté les sites Web des sociétés représentées dans la Commission RSE de la Chambre des Mines. Les informations recueillies (voir l'**Annexe A3**) ont été partagées avec les participants de l'atelier de formation pour revue et discussion. Ainsi, on a pu constater que toutes les sociétés concernées s'engagent à présenter une gamme impressionnante de leurs réalisations dans le domaine de la RSE. Certains sites proposent une cartographie interactive pour guider les internautes intéressés. Néanmoins, dans la plupart des cas, les outils de S&E et de rapportage RSE semblent être peu développés. Aucune société concernée ne dispose d'une stratégie RSE, alors qu'avec peu d'exceptions, la langue unique de leurs sites Web est l'anglais, ce qui ne se prête pas bien à une communication avec la plupart des parties prenantes en RDC. Les expériences présentées sont sans exception positives. La gestion des contentieux, comme prévue dans plusieurs piliers du Guide RSE, ne figure pas dans les narratives



publiées par ces sociétés. Un seul site consulté (Tiger / SEK) présente des documents de référence pertinents à télécharger tels que les études d'impact environnemental (EIE).

Les résultats de cette petite revue interne soulignent l'importance de la communication comme élément clé du système de reporting RSE.

#### 4.4 Situation des indicateurs de suivi de la mise en œuvre du Guide RSE

Afin d'orienter les participants par rapport au statut actuel du système de reporting RSE en RDC, une compilation synthétique des indicateurs clés actuellement inclus dans le formulaire proposé pour la collecte de données RSE a été élaborée et présentée aux participants pour discussion (voir Tableau 2). Ainsi, on a pu apprécier surtout le grand nombre d'indicateurs concernés, ainsi que leur répartition inégale parmi les six piliers du Guide RSE et les différentes catégories d'indicateurs retenues. Les participants ont noté, entre autres, qu'il s'agit du résultat d'une lecture stricte du Guide RSE ; avec peu d'exceptions, les indicateurs clés choisis se dégagent directement du texte du Guide. Seulement dans le domaine de l'environnement (pilier 4), les experts de la commission RSE impliqués ont estimé nécessaire l'ajoute de certains indicateurs non prévus dans le texte du Guide. Dans le cas des indicateurs de la gouvernance de l'organisation (pilier 1), les participants de l'atelier ont tenu compte du fait que le Guide RSE ne propose aucun indicateur dans ce domaine ; raison pour laquelle d'autres éléments du texte (idées d'actions etc.) ont servi de points de départ pour la formulation d'indicateurs adéquats.

**Tableau 2 La répartition des indicateurs clés (situation début avril 2016)**

	Profil	Pilier 1	Pilier 2	Pilier 3	Pilier 4	Pilier 5	Pilier 6	Somme
Acronyme		GOUV	DH	RCT	ENV	LDP	ES	
Informations générales	4							4
Données de base		1	5	29	6	8	4	53
Outils de gestion		9	2	2	10	3	6	32
Réalisations générales		3	8	9	45	8	29	102
Délocalisation / relocalisation							18	18
Gestion des contentieux			4	4	7	12	4	31
Suivi des impacts							8	8
Questions ouvertes		2	2	2	2	2	2	12
<b>Somme</b>	<b>4</b>	<b>15</b>	<b>21</b>	<b>46</b>	<b>70</b>	<b>33</b>	<b>71</b>	<b>260</b>

Il s'agit ici des indicateurs clés actuellement inclus dans le questionnaire proposé pour la première enquête RSE auprès des entreprises minières en RDC.

Le choix d'indicateurs clés a été guidé par plusieurs critères, notamment :

- i. La disponibilité des données requises,
- ii. Le niveau de confidentialité des données requises,
- iii. La pertinence des indicateurs relative aux bonnes pratiques en RSE.

Alors que les aspects disponibilité et confidentialité ont été explicitement pris en compte par les experts de la Commission RSE chargés de la revue interne des indicateurs, la pertinence des indicateurs relative aux bonnes pratiques en RSE a été qualifiée, jusqu'ici, de sous-entendue. A ceci s'ajoute une hypothèse de travail : que tous les indicateurs proposés dans le Guide RSE sont égaux en termes d'importance voire pertinence. Cependant, il est généralement reconnu que la pertinence d'un indicateur donné peut varier d'une entreprise à une autre, et plus globalement d'une partie prenante à une autre. Par ailleurs, le dépouillement des données recueillies exigera une priorisation des informations reçues en fonction de leur aptitude à illustrer de manière compréhensible et fiable

des bonnes pratiques, des meilleures pratiques, des pratiques innovatrices etc. Ceci dit, il est évident que la nécessité d'une priorisation des indicateurs et les informations recueillies peut s'imposer dans plusieurs étapes du processus de reporting RSE. En tout cas, les principes et outils de priorisation des indicateurs de suivi-évaluation et de reporting RSE restent à définir.

#### 4.5 Les principaux champs d'intervention RSE

Les trois séances du programme de formation en reporting RSE ont été structurées autour d'une série de présentations en MS PowerPoint y compris des exercices pratiques soit en séance plénière, soit en groupes de travail. Comme déjà indiqué ci-dessus, un accent particulier a été alloué dans le cadre de cette formation à la notion de la chaîne de résultats.<sup>2</sup>

Pour les besoins de l'exercice pratique en élaboration de chaînes de résultats, les participants ont choisi deux domaines d'intervention RSE : (i) le recyclage des rejets et (ii) la délocalisation / relocalisation. Il s'agit de deux domaines importants en termes du nombre d'indicateurs concernés dans les piliers 4 et 6, respectivement, du Guide RSE. Les exercices pratiques, réalisés en groupes de travail, ont permis aux participants une mise en valeur de leur expertise spécifique dans ces domaines, avec comme résultats une compréhension partagée des relations de cause à effet concernées dans chaque domaine ainsi que l'identification d'indicateurs aptes à assurer un bon suivi-évaluation de l'évolution des différents éléments des chaînes de résultats issues de l'exercice.

Grâce à cet exercice pratique, les participants ont été sensibilisés par rapport à la notion de la **sphère d'influence** d'une entreprise qui s'engage dans une démarche RSE :

- L'influence de l'entreprise sur les prestations (outputs) qu'elle fournit pour les besoins de la RSE est largement directe et assurée ;
- L'influence de l'entreprise sur l'utilisation de ces prestations (outcomes) par les groupes cible de la RSE a tendance à être moins directe et par conséquent limitée ;
- L'influence de l'entreprise sur les changements (impacts) induits par l'utilisation des prestations fournies a tendance à être très indirecte et fortement limitée suite à l'influence d'autres facteurs d'influence.

Un exemple issu du domaine de la délocalisation / relocalisation peut servir ici d'illustration :

- Une entreprise minière est obligée à mettre à la disposition d'une population relocalisée, conformément aux lois et règlements en vigueur, une superficie en terres arables (output) qui remplace la superficie qui a été perdue suite à la délocalisation ;
- L'entreprise minière peut faciliter l'utilisation des nouvelles terres acquises (outcome), par exemple, à l'aide d'un programme de vulgarisation des bonnes techniques agricoles, mais elle ne peut pas imposer l'utilisation effective des terres acquises par les populations concernées ;
- L'entreprise minière peut suivre et accompagner les changements (impacts) induits par l'utilisation des nouvelles terres acquises, ceci en termes de sécurité alimentaire, de revenus agricoles etc., mais son influence est toujours limitée, souvent dominée, par d'autres facteurs tels que la pluviométrie, les prix des intrants, les prix des produits agricoles, et l'existence d'opportunités d'emploi dans d'autres secteurs de l'économie.

La situation est pareille en ce qui concerne d'autres champs d'intervention et indicateurs de suivi-évaluation liés au processus de délocalisation / relocalisation : il s'agit du remplacement des écoles,

---

<sup>2</sup> Les présentations en MS PowerPoint ne seront pas reprises dans le présent rapport. Néanmoins, elles peuvent être mises à la disposition de toute personne intéressée.

des structures médicales, des points d'eau etc., donc des biens perdus suite à la délocalisation.<sup>3</sup> A ceci s'ajoutent toutes les interventions liées au dialogue avec les populations affectées par le processus et à la gestion des contentieux (plaintes) issus du processus. Ainsi, le processus de délocalisation / relocalisation peut être décomposé en plusieurs chaînes de résultats spécifiques (dialogue, planification, remplacement ou compensation des biens perdus, assistance technique, gestion des contentieux etc.), chacune avec sa logique interne et ses indicateurs spécifiques. En effet, la « bonne pratique RSE » consiste souvent en un ensemble cohérent d'interventions visant des changements souhaitables à plusieurs niveaux et en faveur de plusieurs parties prenantes.

Lors de l'élaboration du questionnaire RSE, ceci sur la base des résultats de la revue des indicateurs proposés par les experts RSE, les indicateurs liés aux processus de délocalisation / relocalisation (voir pilier 6) ont été regroupés pour mieux assurer leur cohérence, mais sans référence à un cadre logique ou une chaîne de résultats spécifique à ce domaine. Les exercices réalisés lors de l'atelier de formation ont révélé les avantages de l'ancrage des indicateurs choisis dans un cadre stratégique. L'application de cette approche stratégique aux autres domaines d'intervention préconisés par Guide RSE peut servir au renforcement de la cohérence globale de la démarche RSE en cours et faciliter l'introduction de bonnes pratiques RSE bien alignée aux priorités spécifiques des entreprises minières impliquées.

Le tableau ci-dessous reprend les deux champs d'intervention RSE traités lors de l'exercice pratique, et il s'y ajoutant quelques éléments supplémentaires y compris un troisième champ d'intervention exemplaire du Guide RSE (santé et sécurité de travail) pour mieux illustrer la notion de la chaîne de résultats. En suivant le contenu des colonnes 2, 3 et 4 du tableau 3, l'on peut bien noter la distinction cruciale entre :

- (i) Les prestations (outputs) fournies par l'entreprise pour les besoins de la RSE,
- (ii) Les utilisations (outcomes) de ces prestations par les différents groupes cible de la RSE et
- (iii) Les changements (impacts) induits par cette utilisation, ces derniers étant parfois difficiles à attribuer aux prestations spécifiques de l'entreprise suite à l'influence d'autres facteurs.

Cette distinction peut nous aider à intégrer la plupart des indicateurs proposés jusqu'à présent dans une approche de suivi-évaluation et reporting RSE axés sur les résultats visant des objectifs stratégiques au niveau des impacts attendus de la mise en œuvre du Guide RSE de la FEC.

**Tableau 3 Les éléments clés de trois chaînes de résultats RSE exemplaires**

Champs d'intervention	Prestations RSE de l'entreprise	Utilisations (utilisateurs)	Changements induits
Délocalisation et relocalisation	Appui au dialogue, adhérence aux accords, programmation, acquisition de terres, remplacement des biens perdus, services logistiques, paiements, assistance technique, règlement des contentieux etc.	Participation au dialogue, adhérence aux accords, reprise de la vie économique, sociale et culturelle, maintien des nouveaux biens, soumission ad hoc de plaintes etc. (populations affectées)	Stabilisation de la vie individuelle, familiale et communautaire à une nouvelle localité, amélioration des perspectives d'un développement durable etc.

<sup>3</sup> Dans certains cas il s'agit aussi de la reconstitution de biens non tangibles tels que l'autorité coutumière.

Gestion des rejets	Adhérence aux lois et accords en vigueur, désignation des responsables, programmation, collecte, transport et traitement des rejets, recyclage, stockage, systèmes et outils d'analyse, suivi des seuils concernés, rapports d'audit, communication régulière, appui au dialogue, règlement des contentieux etc.	Adhérence à une démarche environnementale saine, participation au dialogue, soumission ad hoc de plaintes (employés, partenaires privés, populations riveraines), exploitation des rapports (auditeurs indépendants, services de contrôle, médias, société civile, actionnaires)	Réduction et prévention des impacts négatifs des activités minières, transparence (contrôle) et redevabilité (sanctions) dans la gestion des rejets miniers, protection de l'environnement (flore, faune, eaux, air etc.), amélioration de l'image de l'entreprise et des autorités publiques concernées
Santé et sécurité de travail (SST)	Mise en place d'une politique SST, mise en place des instances, structures et équipements requis, formation des employés, suivi, audits, rapports, règlement des contentieux etc.	Adhérence aux normes STT, soumission ad hoc de plaintes (employés, visiteurs, partenaires privés), exploitation des rapports (services de contrôle etc.)	Prévention d'incidents majeurs, réduction des jours d'absentéisme, amélioration des conditions sanitaires et hygiéniques, amélioration de l'image de l'entreprise

#### 4.6 Les caractéristiques attendues du système de reporting RSE

Une question clé s'est posée lors de l'atelier de formation en reporting RSE : Quelles sont les principales caractéristiques attendues du système de reporting RSE en RDC ? Les éléments de réponse ont été formulés par les participants, puis visualisés dans une graphique par le formateur pour faciliter une priorisation des caractéristiques proposées. Comme résultat de cet exercice en séance plénière, les participants ont qualifié quatre (4) caractéristiques de prioritaires. Il s'agit d'être :

- Structuré,
- Compréhensible,
- Thématique et
- Vérifiable.

D'autres caractéristiques ont été qualifiées d'importantes mais pour l'instant moins prioritaires, notamment : Accessible au grand public, dynamique, évaluatif en terme de performance, flexible, incitatif aux entreprises, instructif, qualitatif, régulier, transformatif et véridique. Lors d'une réflexion finale sur les résultats de cet exercice de priorisation, les participants ont noté des indépendances entre les différentes caractéristiques souhaitables. Cependant, la validité générale des résultats de la priorisation n'a pas été mise en question.

Les participants de la formation ont aussi tiré quelques conclusions préliminaires sur la base des résultats de cet exercice, notamment :

- L'élaboration d'un canevas de rapport RSE annuel est une tâche urgente et importante que la Commission RSE peut confier à une petite sous-commission technique ad hoc ;

- La présentation des résultats du reporting RSE peut se servir de plusieurs formats et de plusieurs langues pour répondre de manière optimale aux besoins et intérêts des différents groupes cible concernés ;
- Il est souhaitable que les thèmes à élucider dans les rapports RSE reflètent bien les principaux défis et les vraies aspirations des entreprises et d'autres parties prenantes ;
- La vérifiabilité des informations utilisées pour les besoins du reporting RSE est un aspect crucial pour les perceptions de la qualité des rapports RSE et leur emploi ultime comme outils d'orientation, de dialogue multipartite et de prise de décisions.

Ce sont des conclusions qui sont très pertinentes pour le développement et mise en place du système de reporting RSE.

#### 4.7 L'analyse des écarts

L'atelier de formation en reporting RSE organisé par la FEC avec l'appui de la GIZ a permis aux participants de mieux comprendre, entre autres, les exigences du système de reporting RSE actuellement en train d'être développé en RDC. Sur la base des nouvelles connaissances acquises en suivi-évaluation et reporting RSE, et se référant à leurs propres bonnes connaissances des entreprises minières intervenant en RDC, les participants de l'atelier ont été priés d'identifier les forces et faiblesses des entreprises minières en RDC en termes de leurs capacités à participer à la démarche RSE en cours. Deux groupes de travail ont été constitués : L'un pour identifier les forces, et l'autre pour cerner des faiblesses. En outre, les groupes de travail ont été priés de distinguer entre forces et faiblesses internes et externes (relatives à l'entreprise). Les résultats ont été discutés et complétés en séance plénière. Les résultats de cette analyse conjointe sont repris dans le tableau qui suit.

**Tableau 4 Les forces et faiblesses internes et externes des entreprises en termes de RSE**

	Forces	Faiblesses
<b>Internes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intérêt de certaines entreprises à intégrer la RSE dans leur système</li> <li>• Existence des éléments à observer</li> <li>• Existence de systèmes dans certaines entreprises</li> <li>• Expertise dans certaines entreprises en ressources humaines</li> <li>• Ressources financières disponibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'implication du management des entreprises</li> <li>• Absence d'une stratégie RSE</li> <li>• Manque d'expertise en RSE</li> <li>• Manque de système de suivi-évaluation</li> <li>• Pas de rapport formel au sein de l'entreprise</li> <li>• Manque de ressources</li> </ul>
<b>Externe</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intérêt des parties prenantes</li> <li>• Existence des obligations de produire les rapports des activités et (études) environnementales</li> <li>• Expériences acquises avec les rapports ITIE</li> <li>• Confiance créée par l'IDAK entre parties prenantes</li> <li>• Rapports de la Chambre des Mines</li> <li>• Guide RSE de la FEC disponible</li> <li>• Disponibilité du Pool d'experts RSE à la FEC</li> <li>• Accompagnement de la GIZ</li> <li>• La formation en suivi et évaluation en RSE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'incitatifs</li> <li>• Faible engagement de l'Etat</li> <li>• Manque d'un cadre de rapportage</li> <li>• Manque de format de rapport</li> <li>• Méconnaissance de la notion de la RSE par la population</li> </ul>

Sur la base de cette analyse des écarts, les participants ont discuté comment nous pouvons inciter les entreprises minières pas encore impliquées dans la démarche RSE à y participer. Comme résultat de cette réflexion, les idées suivantes ont été retenues :

- Réalisation d'une campagne de plaidoyer et de sensibilisation en matière de RSE au sein des entreprises minières en RDC,
- Mise à la disposition de toutes les entreprises minières en RDC des supports disponibles et pertinents en matière de RSE (guide, études, formats de rapport etc.),
- Capitalisation et partage soutenus des leçons apprises, des bonnes pratiques etc. en RSE,
- Renforcement des capacités du Pool d'experts RSE de la FEC en vue de fournir aux entreprises intéressées du conseil technique rapide et bien ciblé en matière de RSE,
- Appui à la création de cadres de concertation multipartite, avec prise en compte des expériences acquises au Katanga et ailleurs, dans toutes les régions de la RDC,
- Appui à l'introduction de stratégies RSE au sein de certaines entreprises minières qui peuvent servir de modèles à émuler,
- Constitution et engagement d'un groupe de personnes ressources chargées de faciliter la communication avec les leaders d'opinion des communautés concernées en matière de RSE.

#### 4.8 Les principales idées retenues

Les participants ont fait une revue de plusieurs idées présentées lors des deux missions du consultant GIZ y compris l'atelier de formation en cours. Les principales idées retenues ont été les suivantes :

- Lancement d'une campagne de sensibilisation et plaidoyer en faveur de la démarche RSE ciblant avant tous les membres de la Chambre des Mines,
- Introduction d'une stratégie de communication au sein de la Chambre avec comme objectif le renforcement de l'adhérence de toutes les parties prenantes à la démarche RSE,
- Renforcement du pool d'experts RSE pour assurer un accompagnement compétent et multipartite de la démarche RSE au sein des entreprises membres de la Chambre,
- Sensibilisation des entreprises membres de la Chambre par rapport aux services offerts par le pool d'experts (p.ex. à l'aide d'un dépliant),
- Appui à l'introduction de Stratégies RSE pilotes au sein de certaines entreprises membres de la Chambre,
- Elargissement du réseau de personnes ressources et communicateurs en matière de RSE,
- Introduction d'une Chaire professorale en RSE à l'Université de Lubumbashi,
- Précision des rôles d'autres acteurs (Etat, société civile etc.) dans la démarche RSE,
- Création, à l'instar des expériences de l'IDAK, de cadres de dialogue RSE dans d'autres régions de la RDC,
- Développement, application et publication d'un baromètre RSE,
- Attribution de prix aux entreprises pour les meilleures pratiques RSE, les pratiques les plus innovatrices etc.,
- Introduction d'un système de certification / labélisation RSE, et
- Evaluation interne / externe des pratiques RSE des entreprises.

#### 4.9 Les recommandations des participants

Vers la fin de l'atelier de formation, les participants se sont mis d'accord sur les recommandations suivantes, adressées aux parties prenantes notées entre parenthèses :

- Création d'une sous-commission technique ad hoc (de la Commission RSE) pour élaborer un canevas directif de reporting RSE (FEC/CDM),
- Elargissement du pool d'experts RSE (FEC),
- Renforcement de l'expertise du pool d'experts RSE (FEC/GIZ),

- Maintenance de la dynamique de la démarche RSE (FEC/GIZ), et
- Partage des expériences en reporting RSE au sein de l'IDAK (FEC).

#### 4.10 L'évaluation finale de l'atelier de formation

Avant la clôture de l'atelier de travail, les participants ont été priés d'exprimer leur appréciation de la qualité de la formation fournie. A l'aide de cartes metaplan ils ont ainsi formulé et visualisé leurs réponses à deux questions d'évaluation finale : Quels aspects ont été particulièrement satisfaisants ? Quels aspects méritent d'être améliorés à l'avenir ? Les réponses sont documentées dans l'**Annexe A4**. A cause des contraintes de temps, les réponses des participants non pas été discutées ou validées en séance plénière. Néanmoins, elles peuvent nous inspirer à formuler les recommandations suivantes pour la préparation et exécution de mesures pareilles dans l'avenir :

- Favoriser une méthodologie didactique participative / interactive,
- Tenir bien compte du contexte des participants, et
- Allouer assez de temps aux débats / discussions.

Certains aspects s'avèrent difficiles à optimiser : trouver un bon équilibre entre la théorie et la pratique ; respecter les heures convenues malgré l'arrivée souvent tardive des participants ; et coordonner le calendrier de la formation avec les calendriers d'autres acteurs pertinents.

Le lieu de la rencontre a été bien apprécié, même si la faible diversité des rafraichissements a été regrettée.

La certification de la participation à la formation peut représenter une valeur ajoutée particulière pour certains participants. Toutefois, la certification doit se baser sur la satisfaction de certains critères bien définis et transparents, tels la présence et participation active à toutes les séances programmées. Le respect des critères convenus doit être bien documenté et vérifiable.

## 5 Perspectives

En suivant les principales conclusions et recommandations issues de la coopération récente entre la FEC et la GIZ en matière de RSE, six **perspectives importantes** pour l'avancement et l'approfondissement de la démarche RSE actuellement en cours ont été identifiées :

- 1) **La création d'une sous-commission reporting RSE rattachée à la Commission RSE de la FEC/CDM qui se charge de la préparation, élaboration et rédaction du premier rapport annuel RSE.** La première tâche de cette structure sera d'élaborer un canevas de rapport annuel. D'autres formats de reporting seront introduits selon les capacités de l'équipe de rédaction et les besoins des parties prenantes. La composition de cette structure légère doit s'aligner avec les domaines de spécialisation représentés dans les 6 piliers du Guide RSE de la FEC. Les volets environnement (pilier 4) et engagement sociétal (pilier 6) étant particulièrement lourds et exigeants, il serait bien de confier ces dossiers à plusieurs spécialistes chacun. Cette sous-commission doit être créée aussitôt possible.
- 2) **Le lancement de la première enquête annuelle RSE de la FEC/CDM avec une invitation ouverte à toutes les entreprises minières intervenant en RDC à participer.** La lettre d'invitation, le questionnaire, le mode d'emploi et la liste des entreprises minières (plus d'une centaine) à inviter sont disponibles en ébauche. (Le Guide RSE est disponible sur le site Web de la CDM pour téléchargement.) Les adresses des entreprises, issues d'une publication récente de l'ITIE, restent à compléter et confirmer. Les adresses email des entreprises ne sont pas encore disponibles. Un acte officiel bien médiatisé du lancement de l'enquête peut inciter les entreprises à participer. La perspective d'une assistance technique en RSE, fournie par la FEC/CDM à travers son Pool d'experts RSE sur demande des entreprises ayant participé à cette enquête (voir ci-dessous),

peut aussi servir d'incitation. En suivant la feuille de route de la démarche RSE, l'enquête sera lancée vers la fin du mois d'avril 2016.

- 3) **La rédaction et la publication du premier rapport annuel RSE de la FEC/CDM.** C'est un évènement clé qui méritera une médiatisation importante avec l'implication de toutes les parties prenantes. Il importe que les messages clés issus du premier rapport RSE passent non seulement par les circuits officiels d'information et les médias proches de la capitale et des sous-centres du pays, mais qu'ils arrivent aussi « à la base » c'est-à-dire au niveau des populations directement affectées par les activités des entreprises minières y comprises leurs pratiques RSE. A cette fin, les membres de la sous-commission reporting RSE peuvent se charger de l'introduction de formats supplémentaires de rapportage : Dépliants, émissions radio, BD etc. dans les langues des populations ciblées.
- 4) **La mise en place d'un système d'audit RSE afin d'assurer la crédibilité du système de reporting RSE.** La crédibilité des rapports RSE dépendra, entre autres, de la véracité des données fournies par les entreprises enquêtées. Les participants de l'atelier de formation en reporting RSE ont bien souligné cet aspect (voir section 4.6) : Ils attendent que les rapports RSE soient vérifiables. La nécessité d'un système de vérification, c'est à dire d'**audit RSE**, s'impose. Il faut préciser les principes, procédures et modalités des audits RSE à réaliser sur la base du Guide RSE. C'est une tâche cruciale qui peut être bien confiée à l'IDAK pour assurer une approche participative de concertation multipartite. La réalisation des audits RSE doit être confiée à des cabinets d'audit bien qualifiés, bien expérimentés et (selon les thèmes focaux des audits, s'il y en a) bien spécialisés, et leur sélection doit se baser sur les résultats d'appels d'offre ouverts. Les audits RSE seront commandités par les entreprises concernées qui assurent aussi bien le financement, la sélection des cabinets d'audit et le pilotage du processus d'audit que le respect des critères de bon audit RSE convenus au niveau de l'IDAK. L'adhésion des entreprises aux critères de bon audit RSE convenus doit être volontaire, comme leur adhésion à la démarche RSE en général. L'IDAK peut se charger du contrôle du respect des critères convenus y compris des procédures d'appels d'offre ouverts, ceci comme sauvegarde contre la sélection de cabinets d'audit non qualifiés et/ou non indépendants. L'IDAK peut aussi assurer la reconnaissance publique du respect des critères convenus au niveau de l'IDAK comme bon pratique RSE et inciter ainsi d'autres entreprises à mener des audits RSE de la même manière. Ainsi, la crédibilité des résultats des audits RSE et, par conséquent, celle du système de reporting RSE peuvent être bien assurées.
- 5) **Le renforcement du processus d'apprentissage à l'aide d'une boîte d'outils RSE.** L'établissement du système de reporting RSE de la FEC/CDM n'est pas un objectif en soi. Il doit servir au renforcement du processus d'apprentissage en matière de RSE au sein des entreprises minières et parmi toutes les parties prenantes concernées - Etat, partenaires privés (fournisseurs etc.), société civile et partenaires internationaux. En tant que source d'information régulière, les rapports RSE peuvent nous informer par rapport à l'évolution à moyen et long terme des pratiques RSE en RDC et en ce qui concerne les facteurs déterminants de ces tendances. A cette fin, l'introduction d'un outil spécifique (« **baromètre RSE** ») a été proposée. Le reporting RSE peut nous aussi aider à identifier les bonnes pratiques, les meilleures pratiques et les pratiques les plus innovatrices et/ou prometteuses en RSE. La reconnaissance générale de ces pratiques dans les rapports RSE peut être complétée par l'attribution régulière et bien médiatisée de « **grands prix** » selon les catégories choisies. L'évolution des pratiques RSE et l'introduction de pratiques améliorées en RDC doivent être bien mises en évidence dans les rapports RSE. La FEC et la CDM peuvent aussi développer leurs capacités à fournir des services d'information et de conseil technique sur demande des membres intéressés. Il s'agit de renforcer le « **Pool d'experts RSE** » de la FEC qui comprend actuellement une dizaine de spécialistes situés dans l'ancienne Province de Katanga. Il a été proposé que la FEC élargisse le nombre d'experts participant au Pool et que ce groupe soit davantage formé pour pouvoir bien répondre à la demande des entreprises minières en termes de conseil technique en matière de RSE. Il est attendu que les experts du



Pool se chargent, entre autres, de la communication des bonnes pratiques RSE aux entreprises intéressées et de l'accompagnement des entreprises prêtes à introduire des bonnes pratiques RSE adaptées à leur contexte et leurs priorités. Dans le même esprit, mais en vue d'appuyer d'autres parties prenantes, la constitution d'un groupe de **personnes ressources** chargées de faciliter la communication avec les représentants et les leaders d'opinion des communautés concernées en matière de RSE a été proposée. La composition du groupe et les tâches spécifiques y confiées restent à définir. La création d'une **chaire professorale en RSE** à l'Université de Lubumbashi peut aussi bien contribuer au processus d'apprentissage en RSE. Tous ces instruments et outils d'apprentissage en matière de RSE peuvent constituer les éléments d'une « **boîte d'outils RSE** » mise à la disposition des entreprises membres de la FEC et d'autres parties prenantes, à développer et compléter au fur et à mesure de l'évolution de la démarche RSE en RDC.

- 6) **La pérennisation du système de reporting RSE.** Jusqu'ici, le développement et la mise en œuvre du système de reporting RSE de la FEC ont été fortement appuyés par la GIZ. Cet investissement est bien justifié, s'agissant d'un projet de coopération internationale visant une contribution potentielle importante à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) convenus par les pays membres de l'ONU y compris la RDC en 2015. Il va de soi que les impacts positifs de cette coopération, surtout en termes de renforcement des capacités, méritent d'être pérennisés. Les conditions préalables du processus de pérennisation restent à préciser, surtout en ce qui concerne les sources de financement des services liés à la RSE à fournir aux entreprises par la FEC et/ou la CDM. Il s'agit d'un ensemble de mesures à définir et programmer pour les 2-3 années de coopération à venir.

Fait à Lubumbashi et Cologne, avril 2016

## **A1 Le programme indicatif**

### **Mardi, le 5 avril 2016**

- 14h00 Ouverture de l'atelier de formation  
Mot du Directeur de la FEC / Mot du Président de la Commission RSE / Mot de la GIZ
- 14h15 Le statut du développement du système de reporting RSE en RDC  
Les exigences du système en termes de suivi et évaluation (S&E)
- 15h30 Pause-café / thé
- 15h45 Exercice pratique en groupes de travail  
Présentation et discussion des résultats en séance plénière
- 17h00 Clôture, Journée 1

### **Mercredi, le 6 avril 2016**

- 14h00 Ouverture, Journée 2  
Synthèse des résultats de la première journée
- 14h15 Une revue succincte de quelques bonnes pratiques en reporting RSE  
L'analyse des forces et faiblesses des entreprises minières en RDC dans les domaines de S&E et de reporting RSE  
La RSE comme outil de diligence & vigilance, et de gestion des risques
- 15h30 Pause-café / thé
- 15h45 Exercice pratique en groupes de travail  
Présentation et discussion des résultats en séance plénière
- 17h00 Clôture, Journée 2

### **Judi, le 7 avril 2016**

- 14h00 Ouverture, Journée 3  
Synthèse des résultats de la deuxième journée
- 14h15 Les résultats attendus du système de reporting RSE dans le secteur minier  
L'utilisation des résultats du reporting RSE par les parties prenantes
- 15h30 Pause-café / thé
- 15h45 Exercice pratique en groupes de travail  
Présentation et discussion des résultats en séance plénière  
Idées et recommandations : Reporting RSE et systèmes complémentaires  
Restitution des principaux résultats de l'atelier de formation
- 17h00 Clôture de l'atelier de formation

## A2 La liste des participants

	Nom	Prénom	M/F	Structure	Fonction	CP-IDAK	C-RSE	Pool RSE	Adresse mail	Téléphone *
01	Amisi	Leon	M	Min. des Mines, Katanga	Chef du Bureau Provincial, chargé de la protection de l'environnement minier	X			amisileon@yahoo.fr	997 11 28 98
02	Kande	Fortunat	M	SOMIKA	Relations Publiques et Sociales	X	X		kande.fortunat@yahoo.fr	844 05 19 78
03	Kasongo	Freddy	M	POM		X			fkasongo@maliyetu.org	995 56 70 01
04	Kishiko	Faustin	M	FEC Katanga	Chef de service documentation & formation professionnelle		X	X	fauskishiko@gmail.com	997 02 14 49
05	Kitoko	Freddy	M	CJR <sup>4</sup>	Avocat, Directeur exécutif	X			fkitoko@gmail.com	818 15 34 07
06	Kyungu	Daniel	M	UNILU	Professeur			X	kyungudany@yahoo.fr	811 41 36 61
07	Masele	Dorothee	F	TFM	Directrice de la communication sociale	X <sup>5</sup>	X	X	dorothee_masele@fmi.com	820 00 36 19 991 90 06 24
08	Mpoyo	Jean Luc	M	FEC	Directeur provincial, Katanga		X	X	jeanlucmpoyok@gmail.com	818 12 64 32
09	Musha	Florent	M	POM	Secrétaire IDAK				floshabani@gmail.com	818 15 57 80
10	Muswil	Guy	M	Ivanhoe Mines	Manager Relations Communautaires	X	X	X	guym@ivanplats.com	818 30 43 07
11	Mutombo	Auguste	M	POM	Président du Conseil d'Administration	X			amutombo@gmail.com	816 04 37 45
12	Mwabi	Jean Pierre	M	KCC	Manager chargé du social		X		jpmwabi@katangamining.com	970 06 50 41
13	Mwape	Thérèse	F	FEC/CDM Katanga	Assistante administrative		X	X	ttmlwape@yahoo.fr	997 66 21 86
14	Santos	Michel	M	MMG	Directeur du Développement Social	X	X <sup>6</sup>		michel.santos@mmg.com	815 77 33 99

\* RDC : +243

<sup>4</sup> Centre pour la Justice et la Réconciliation

<sup>5</sup> Présidente CP-IDAK

<sup>6</sup> Président C-RSE

### A3 La RSE dans les sites Web des sociétés membres de la Commission RSE <sup>7</sup>

Membres de la C-RSE	Site Web	Références à la RSE
ENRC / Boss Mines Ltd.	<a href="http://bossmines.com/">http://bossmines.com/</a>	Voir « Director's Word » : « In addition to helping realize potential for shareholders, Boss Mines Sprl is firmly committed to helping the local Congolese people in North East, Durba Haut-uele communities. Boss Mines is already helping contribute to the short-term stability of the region through job creation, training activities and philanthropic sustainable development initiatives through. Boss Mines will continue to maintain a healthy balance between achieving success for shareholders while playing an active part in contributing to long-lasting peace and prosperity in a developing nation blessed with abundant mineral wealth.»
Grande cimenterie du Katanga (GCK) à Likasi	<a href="http://africanequities.com/?page_id=176&amp;lang=fr">http://africanequities.com/?page_id=176&amp;lang=fr</a>	Voir « Exploitation Minière » : « RULCO - Fondée il y a une vingtaine d'années, Rulco sprl est une entreprise congolaise de découverte et d'exploitation minière. L'entreprise est également active dans les travaux de génie civil et la construction de routes. En activité sur différents sites du Katanga, la société compte actuellement 1600 employés et une flotte de 800 véhicules et équipements de génie civil. Le développement rapide de la société au cours de ces dernières années l'a amenée à acquérir des outils d'exploitation de grande qualité au Katanga. Rulco rencontre également de nombreux succès avec sa division de construction de routes, notamment à Likasi où les équipes techniques ont réhabilité la plupart des axes routiers de la ville. »
Ivanhoe Mines	<a href="http://www.ivanhoemines.com/">http://www.ivanhoemines.com/</a>	Voir « Corporate Governance » et « Board Charters » (générale) ainsi que les informations portant sur les projets Kamao et Kipushi en RDC celles-ci avec les vidéos suivants: (1) In August 2015, Ivanhoe Mines, Fio Corporation and Chemonics International joined forces to fight malaria in the Democratic Republic of Congo ; (2) In March 2015, Ivanhoe's exploration team received the 2015 PDAC Thayer Lindsley International Discovery Award for Kamao.
Katanga Mining Ltd. / Kamoto Copper Company (KCC)	<a href="http://www.katangamining.com/">http://www.katangamining.com/</a>	Voir « Corporate Responsibility » : « Our goal is to create long-term value through the ethical and responsible extraction of mineral resources and production of metals. We work in cooperation with all stakeholders and believe in transparency and accountability in all our activities. Find out more about the principles and policies that underpin our commitment to corporate responsibility. Community investment: We support the sustainable development of the communities surrounding our operations. Our programs are centered on four key areas of community development: infrastructure, health, education and sustainable livelihoods.» Le site comprend bon nombre d'autres informations pertinentes y compris une cartographie interactive.
MMG Ltd. Kinsevere	<a href="http://www.mmg.com/en/Our-Operations/Mining-operations/Kinsevere.aspx">http://www.mmg.com/en/Our-Operations/Mining-operations/Kinsevere.aspx</a>	Voir « Social development » et « Living in the community ». Le site fait référence à l'adhérence de MMG aux dix principes de l'ICMM. Plusieurs catégories et une carte interactive illustrent les réalisations RSE de l'entreprise. Le site est une riche source d'informations pertinentes en termes de RSE.
Ruashi Mining	<a href="http://www.metorexgroup.com/mine/ruashi-mining/">http://www.metorexgroup.com/mine/ruashi-mining/</a>	Voir « About us » : Vision, mission, valeurs, leadership, gouvernance etc. Par exemple, gouvernance : At Metorex, our values are the solid ground upon which we conduct our business ensuring that we conduct our

<sup>7</sup> Voir aussi le site Web de la Chambre des Mines : <http://chambredesminesrdc.com/>

		operations according to the laws of each country we operate in. We operate in accordance to the rules and regulations of the Hong Kong Stock Exchange: Regulatory Framework of Hong Kong Exchanges and Clearing Limited (HKEx) and the Hong Kong Securities and Futures Commission (SFO). Further information: (these are the PDF downloads)... ". Voici les valeurs : People focus, accountability, long-term perspective, excellence, teamwork, zero harm.
Tiger Resources Ltd. / Société d'Exploitation de Kipoi (SEK)	<a href="http://www.tigerresources.com.au/kipoi_overview.17.html">http://www.tigerresources.com.au/kipoi_overview.17.html</a>	Voir Corporate Governance / Corporate Social Responsibility Policy, Environment Policy, Occupational Health & Safety Policy, Audit and Risk Committee Charter etc. Voir aussi Projects / Environmental (EIE / PGEP révisé 2012 et Gap Analysis 2015). Dans les Annual Reports on peut retrouver des diverses informations pertinentes.
Somika SARL	<a href="http://www.somika.com/">http://www.somika.com/</a>	Voir Vision / Mission / Corporate Responsibility. « Somika believes Sustained and Progressive Improvement is the way of life. To keep our most important asset and qualitative base of human resource live and competitive in the dynamic world, we have a global corporate plan for continuous up-gradation and development.” Voir aussi “Environment” – CSR, Eco-friendly Measures, Health & Safety Measures. En ce qui concerne CSR : “ D.R. Congo, the heart of African continent, is blessed with rich cultural heritage and friendly population. Working closely with the local population and the government of DRC, Somika has undertaken several humanitarian projects. We at Somika believe that sustained and progressive improvement is the way of life. To keep most important asset and qualitative base of human resource live and competitive in the dynamic world, we have a global corporate plan for continuous up-gradation and development. Using housing as a springboard for community creation and social change – Somika has mobilized decent housing and infrastructure facilities. Somika has also initiated and successfully completed projects for boring of regular water supply, infrastructure facilities, electricity supply and other facilities. Taking community service at a higher level, Somika supported the community’s efforts to enlist local and federal governments to create an environment where the community has access to quality education, healthcare and as well opportunities for building skills in preparation of gainful employment. Somika contributes to social causes by way of support to local schools, hospitals and old age homes.” Les “News and Events” les plus récents datent de 2011.
Tenke Fungurume Mining SARL (TFM)	<a href="http://www.lundinmining.com/s/TenkeFungurume.asp">http://www.lundinmining.com/s/TenkeFungurume.asp</a>	Voir „Summary Report“, Environmental and Social Aspects: “The Tenke Fungurume mine has been developed in accordance with Equator Principles, Voluntary Principles of Security and Human Rights, applicable World Bank/IFC standards and the Extractive Industries Transparency Initiative. Development and operation are subject to a number of DRC laws, regulations and standards dealing with the protection of public health, public safety and the environment. Permits and authorizations are in place for construction and operation. Key environmental issues addressed by the project include mitigation of damage to sensitive indigenous flora unique to highly mineralized areas of the DRC copper belt, design of the project to zero discharge objectives, and adoption of fully plasticlined process water and tailings storage impoundments. As this is the first commercial development of mining on the concessions, there are no known existing environmental liabilities. Key social investments addressed during project development include extensive

		<p>community consultation and stimulation of both direct and indirect employment – during the initial phase of construction, employment peaked at more than 8,000 DRC nationals. As of December 2014, TFM employed approximately 3,500 full time personnel and 4,500 contractors. According to an economic impact assessment commissioned by TFM, both directly and indirectly TFM accounts for 5 percent of all formal employment in the DRC's private sector. Other social investments include medical, fresh water supply, education, agricultural and regional infrastructure investments in power, roads and border crossings.” En ce qui concerne la responsabilité sociale : “Environmental and social aspects of the Tenke Fungurume concession development have been assessed carefully and systematically since the inception of project planning and site activity. Key environmental issues addressed have included mitigation of damage to indigenous flora unique to the copper belt, installation of tailing impoundments and process water containment areas with impermeable liners, management of drainage systems to provide sediment control and minimize impacts on local water courses and other project development measures to achieve high international environmental development standards. Key social issues addressed by the operation included relocation of approximately 1,500 villagers from three subsistence level settlements nearby the Kwatebala plant site, upgrading agricultural practices to improve local productivity, generation of an unprecedented level of regional employment both during construction and permanent operations, malarial abatement programs, construction of 6 primary schools, fresh water supply and other medical and regional social condition improvement programs. Local opportunities have also been generated by support provided to more than two dozen micro enterprise initiatives stimulating indirect employment.” Voir aussi Fast Facts on the Tenke Fungurume Operations, Economic Impact Study Summary, Community Investment Info.</p>
--	--	--

Situation début avril 2016

## A4 Les résultats de l'évaluation finale

### Particulièrement satisfaisant

- Bonne méthodologie
- Bonne méthodologie de formation
- La méthodologie de travail
- Méthodologie de travail
- Bonne approche participative
- Méthode participative
- Participation active
- Contenu de la formation
- Théorie de la planification et reporting
- Beaucoup d'éléments contextuels
- Sens pratique et accès sur l'expérience acquise
- La présentation
- Les discussions
- Les débats
- Bon cadre de formation
- L'organisation et la logistique
- Soucie de formation
- Support de communication
- Ajout de connaissances dans le processus du système RSE
- Renforcement capacités en RSE

### Choses à améliorer

- Programmation tenant compte des participants de l'intérieur (cf. réunion de vendredi et horaire communiqué la veille)
- Il faut un document justifiant la formation
- Distinction théorie et pratique
- Insuffisance du cadre théorique sur le reporting
- Le langage de communication hautement académique
- Plus de détails sur le canevas de reporting
- Le contenu
- Jeux de rôle
- Gestion de temps au démarrage des sessions
- Heures
- Respect du temps
- Améliorer le respect du temps
- La disposition des supports
- Supports didactiques sur PC
- Disponibilisation des supports
- Le support
- La logistique
- Diversifier les snacks et boissons
- Brevet de formation en reporting RSE